

DAI 25-26.319_Onglet

1. **Directive en matière d'attribution de dossiers (septembre 2024) pour les nouveaux employés des services de la protection de la jeunesse** : voir documents *24-PJ-00119_DIR_attribution graduelle dossiers*.
2. **Définition des termes et concepts utilisés dans la ventilation de la table des valeurs des articles 38 et 38.1 de la Loi sur la protection de la jeunesse (L.P.J.)** : Transmettre ce point de la demande à la responsable de l'accès à l'information de Santé Québec.
3. **Questions et Réponses (Q&R) : Énoncé sur les obligations professionnelles liées à l'exercice de l'activité réservée en matière d'évaluation/orientation dans le cadre de l'application de la Loi sur la protection de la jeunesse et le soutien d'intervenants pour la réalisation de certaines tâches** : Refus article 9 et 37 de la loi sur l'accès.
4. **Orientation ministérielle relative à l'amorce de la prise en charge en vertu de la Loi sur la protection de la jeunesse au sortir de la table d'orientation** : voir document *TcDPJ 2024-03-22.4.2_Orientation relative à l'amorce de prise en charge en vertu de la LPJ au sortir de la Table d'orientation*
5. **Repères cliniques pour l'actualisation de l'orientation ministérielle relative à l'amorce de la prise en charge au sortir de la table d'orientation** : voir document *NormePIJ_amorce*
6. **Copie de tous les documents concernant le projet pilote de médiation en protection de la jeunesse (incluant, mais sans s'y limiter : directives, rapports d'étape, bilans, évaluations et protocoles d'entente ou d'application liés à ce projet pilote)** : voir les 8 documents suivants : *Dépliant_jeunesse_2023 (2)*, *Affiche_8,5x11_médiation jeunesse (1)*, *Médiation_Jeunesse_2023_Coupe (1)*, *Modèle logique (2021-01-19)*, *Trajectoire PPMPJ – Les étapes (2022-09-09)*, *Rapport évaluation PPMPJ (2)*, *25-MS-02428_Plan de suivi des recommandations PPMPJ (2)*, *Sommaire exécutif rapport évaluation PPMPJ (2)*
7. **Tous les guides, manuels d'intervention clinique, documents, Directives internes, notes de service ou procédures qui concernent la gestion des demandes judiciaires en vertu de la LPJ. Avec une attention particulière, mais sans s'y limiter en ce qui concerne le non-respect des délais prévus par la LPJ** : Tout d'abord, le Manuel de référence de la LPJ fait mention de procédures à appliquer par les intervenants dans le cadre du recours au Tribunal (Cour du Québec – Chambre de la jeunesse) aux différentes étapes du processus d'intervention de la protection de jeunesse ([Manuel de référence sur la protection de la jeunesse - Publications du ministère de la Santé et des Services sociaux](#)). Il est à noter que le Manuel n'a pas encore été mis à jour à la suite de différentes modifications législatives et normatives. Des travaux sont en phase de planification à cet effet. Ensuite, un groupe de travail composé d'experts en protection de la jeunesse et provenant du domaine judiciaire a été mandaté par le ministère de la Santé et des services sociaux et le ministère de la Justice du Québec pour élaborer un plan d'action visant la réduction des délais judiciaires en matière de protection de la jeunesse. Leur plan d'action a récemment été publié ([PLAN D'ACTION de la Table nationale en matière jeunesse - 2024-2027](#))